

Traitement des demandes Nids problématiques de Cigogne blanche

Dérogation DREAL Grand Est – LPO Coordination Grand Est

01

Le contexte juridique

La Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*) bénéficie d'une protection totale sur le territoire français par l'article L. 411-1 du Code de l'environnement et notamment l'Arrêté Ministériel du 29 octobre 2009 qui fixe la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. Il est donc interdit, entre autres, de détruire, mutiler, capturer, transporter, perturber intentionnellement les individus, ainsi que de détruire ou d'enlever les œufs et les nids, et de détruire, altérer ou dégrader leur habitat.

Dans ce cadre, chaque sollicitation pour une intervention sur un nid devait faire l'objet d'une demande de dérogation individuelle relative aux espèces protégées, instruite par la DREAL Grand Est.

02

La dérogation

Objectifs de la dérogation

Dans un souci d'allègement des démarches administratives et de réduction des délais d'intervention, la DREAL Grand Est confie depuis 2018 à la LPO Coordination Grand Est et son réseau de partenaires, la gestion directe des demandes liées à des nids problématiques de Cigogne blanche, dans le cadre d'une dérogation globale.

Depuis 2020, cette dérogation est étendue également aux demandes émanant des gestionnaires de distribution et de transport d'électricité avec lesquelles les associations référentes disposent d'une convention. L'objectif étant d'englober plus précisément les situations particulières sur le réseau électrique.

Chaque dossier doit faire l'objet de l'application du protocole concerné, d'un suivi détaillé et d'une restitution à la DREAL Grand Est qui en conserve le contrôle. Ce nouveau système évite aux demandeurs les démarches classiques auprès de la DREAL (remplissage des formulaires Cerfa, instruction du dossier, consultation publique...).

Territoire d'intervention

Le champ d'action de cette dérogation globale couvre le territoire administratif de la région Grand Est.

Référents de la dérogation sur les territoires

Sur le territoire alsacien (les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin), c'est la LPO Alsace qui est référente. Elle est également la coordinatrice de la dérogation, afin d'assurer des actions homogènes sur toute la région.

Sur le territoire champardennais (les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne), c'est la LPO Champagne-Ardenne qui est référente et travaille en étroite collaboration avec l'association RENARD dans le département des Ardennes.

Sur le territoire lorrain (les départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges), c'est la LPO Coordination Grand Est qui est référente avec un appui des LPO locales et travaille en collaboration avec l'association Cigognes du Grand Est.

Rôles respectifs

La LPO Coordination Grand Est et son réseau de partenaires interviennent à titre d'expert en ornithologie, et apportent des conseils techniques pour les interventions et réalisations de systèmes de compensation et de protection. Ils peuvent se déplacer sur le terrain en cas de besoin.

La DREAL Grand Est supervise la gestion des dossiers, peut y prendre part en cas de problème, et requiert un bilan de chaque cas traité. Elle reste compétente pour tous les aspects réglementaires.

03 Les protocoles

La dérogation prévoit deux types de protocoles de traitement différents en fonction de la situation :

- Le « **Protocole Réseau électrique** » qui s'applique aux problématiques concernant les installations électriques (risque de dommages aux installations et de pannes électriques). Les demandes sont réalisées systématiquement par les gestionnaires de distribution et de transport d'électricité.
- Le « **Protocole Général** » qui s'applique à toutes les autres problématiques en lien avec un nid de Cigogne blanche. Les demandeurs peuvent alors être divers : particuliers, municipalités, entreprises publiques et privés hors réseau électrique.

Par ailleurs, pour toute intervention n'entrant dans le cadre d'aucun des protocoles de traitement, une demande de dérogation complète doit être déposée à la DREAL Grand Est pour instruction.

Avec la collaboration de :



**REGROUPEMENT DES
NATURALISTES
ARDENNAIS**

Protocole Général

Nids problématiques de Cigogne blanche

Dérogation DREAL Grand Est – LPO Coordination Grand Est

01 Le traitement des demandes classiques

Le diagnostic de la situation

Dans un premier temps, le demandeur doit faire un descriptif détaillé de la situation au référent LPO : photos, localisation précise, problématique identifiée. Ces éléments permettront au référent LPO d'évaluer si la situation entre dans le champ d'application de ce protocole.

➤ Des motifs limités

Afin qu'une dérogation puisse être accordée pour intervenir sur le nid, **l'intervention doit obligatoirement viser à garantir la sécurité des biens et des personnes, prévenir des dommages à la propriété ou garantir la protection des cigognes.**

Ce protocole est donc limité aux situations suivantes :

- Nid sur une cheminée en activité entraînant un risque d'obstruction du conduit et d'intoxication ou de dysfonctionnement de la chaudière.
- Nid sur une structure fragile ou instable entraînant un risque d'effondrement du support ou du nid.
- Nid situé sur un lieu de passage du public entraînant un risque pour les personnes par la chute de matériaux ou de cigogneaux.



A savoir : les nuisances liées aux fientes ne constituent pas un motif permettant l'application de ce protocole. Toute demande de ce type devra être adressée directement auprès de la DREAL Grand Est via la procédure classique.

➤ Une attestation de dangerosité

Pour justifier de la présence d'un des motifs précédemment cités, le demandeur devra mandater un professionnel du secteur concerné (chauffagiste, ramoneur, couvreur, service technique de la commune...), afin d'effectuer un diagnostic attestant de la dangerosité du nid et/ou de son support. Sauf exception, cette attestation est obligatoire pour permettre l'application du protocole LPO.

Le référent LPO n'est en aucun cas habilité à donner un avis à ce sujet, et se doit de se soustraire à toute responsabilité en cas d'accident.

Si une commune ou un particulier sollicite la LPO pour la suspicion d'un risque électrique, c'est au gestionnaire de distribution et de transport d'électricité qu'il reviendra d'analyser la dangerosité et de faire une demande d'intervention auprès du référent LPO, si cela s'avère nécessaire.

La période d'intervention

Les interventions sur les nids seront toujours réalisées **en-dehors de la période légale de reproduction des cigognes, c'est-à-dire entre le 1er septembre et le 1er mars**. Les cigognes revenant de migration de plus en plus tôt, l'automne doit donc être la période à privilégier pour éviter toute intervention en présence des cigognes.

Les mesures obligatoires

Les deux mesures ci-dessous devront obligatoirement être effectives avant la prochaine période de reproduction des cigognes, à savoir au 1er mars suivant l'intervention.

➤ La mise en place d'une mesure compensatoire

Conformément à la réglementation et sauf exception, chaque action de destruction d'un nid d'espèce protégée doit faire l'objet d'une mesure compensatoire, c'est-à-dire la mise en place d'un nid de substitution adapté pour accueillir les oiseaux délogés, dans un endroit propice situé dans le périmètre géographique proche.

Les aspects techniques à suivre dans ce cadre sont précisés dans la « Fiche Technique – Mesure compensatoire » jointe à ce document.

La recherche de la mesure la plus efficace se fera conjointement entre la LPO et le demandeur, mais la validation finale de la mesure compensatoire à installer reviendra toujours au référent LPO.

Remarques :

- Une seule mesure compensatoire ne peut pas couvrir la destruction de plusieurs nids, sauf lorsqu'il est avéré et confirmé par le référent LPO qu'il s'agit d'un seul et même couple de cigognes qui a occupé ou construit les nids.
- En Alsace et en Lorraine uniquement et sous validation du référent LPO, la création d'un nid de substitution pourra être évitée lorsque :
 - Un nid ou une corbeille pour cigogne fonctionnelle n'est pas occupé dans le périmètre géographique proche.
 - Des arbres dont la forme permettrait la construction de nids naturels sont présents dans le périmètre géographique proche.

➤ La mise en place d'un système de protection « anti-retour »

Dans le cas où la mesure compensatoire ne peut pas être installée à l'endroit précis où se trouvait le nid problématique, un système de protection devra être installé afin d'empêcher toute reconstruction à l'endroit problématique.

Les aspects techniques à suivre dans ce cadre sont précisés dans la « Fiche Technique – Système de protection anti-retour » jointe à ce document.

La recherche de la mesure la plus efficace se fera conjointement entre la LPO et le demandeur, mais la validation finale du système de protection « anti-retour » à installer reviendra toujours au référent LPO.

L'accord d'intervention

Une fois les mesures obligatoires délimitées et la date d'intervention programmée, le référent LPO remplira un document type, reprenant les caractéristiques de la situation et détaillant les conditions d'intervention, qu'il transmettra au demandeur.

Ce document devra être signé par le demandeur pour en confirmer la prise en compte. Aucune intervention ne doit ainsi être réalisée sans avoir obtenu et renvoyé ce document signé au référent LPO. Ce document constitue l'accord d'intervenir sur le nid, accordé par la LPO et permettra de couvrir juridiquement toutes les opérations réalisées, du moment qu'elles respectent les conditions d'intervention spécifiées et ce Protocole.

Ce document ainsi que toute information complémentaire seront restitués dans la finalité à la DREAL Grand Est, qui contrôle le bon respect de la dérogation globale.



Les cas particuliers

L'ébauche de nid

➤ En début de période de reproduction

Avant le 15 mars, si une cigogne commence à construire un nid et que celui-ci risque d'être problématique, l'ébauche pourra immédiatement être retirée **à condition que le nid ne soit pas finalisé et qu'aucun œuf ne soit présent dans le nid, sous l'avis du référent LPO**. La pose d'un système de protection anti-retour en simultanée sur le support devra être conseillée pour éviter une nouvelle construction par les cigognes. La mesure compensatoire ne sera pas obligatoire.

Après le 15 mars et jusqu'à mai, si une cigogne commence à construire un nid et que celui-ci risque d'être problématique, deux possibilités seront à envisager :

- S'il n'y a aucune urgence à intervenir immédiatement : aucune intervention ne devra être réalisée en période de reproduction et il faudra attendre la fin de cette période, c'est-à-dire le 1er septembre suivant, pour appliquer ce Protocole LPO et reprendre contact avec le référent LPO.

- S'il y a une urgence à intervenir immédiatement : ce Protocole LPO devra être appliqué en suivant les obligations qui découlent d'une intervention en période de reproduction (voir le paragraphe « situation d'urgence » ci-dessous).

En cas d'intervention dans une commune en début de saison, une vigilance doit être maintenue pendant les jours suivants, afin de surveiller le déplacement du couple de cigognes et éviter que le lieu de report ne puisse présenter un risque.

➤ En milieu ou en fin de période de reproduction

Si une cigogne commence à construire un nid courant des mois de mai, juin, juillet ou août et que celui-ci risque d'être problématique, une attention particulière doit être apportée sur plusieurs jours pour analyser l'évolution de la situation. En effet, si le nid ne grandit pas d'avantage ou que les cigognes ne sont pas très actives, il peut s'agir de jeunes cigognes immatures sexuellement, qui s'entraînent à construire des nids sans qu'une reproduction n'ait lieu. **Seul le référent LPO pourra déterminer si la situation entre dans ce cadre ou non.**

Si la situation est effectivement l'œuvre d'une jeune cigogne immature, deux possibilités seront à envisager :

- S'il n'y a aucune urgence à intervenir immédiatement : l'enlèvement de l'ébauche pourra se faire à partir seulement du 1er septembre suivant et sans autorisation particulière.
- S'il y a une urgence à intervenir immédiatement : ce Protocole LPO devra être appliqué et un accord d'intervention délivré. Cependant, il n'y aura pas d'obligation de mettre en place une mesure compensatoire.

Dans les deux cas, il faudra idéalement prévoir de faire installer un système de protection « anti-retour » pour éviter une quelconque tentative de reconstruction l'année suivante.

La situation d'urgence

Exceptionnellement, des interventions sont possibles durant la période légale de reproduction (entre le 1er mars et le 1er septembre), sous plusieurs conditions cumulatives :

- Que le danger soit imminent et avéré par le demandeur.
- Qu'aucune autre mesure moins impactante que la destruction du nid ou de l'ébauche du nid ne puisse être réalisée (arrêt de la chaudière ou de l'utilisation du conduit concerné etc).
- Que l'installation de la mesure compensatoire soit réalisée dans un délai défini en fonction de la situation.
- Que la pose d'un système de protection « anti-retour » ou la modification de celui existant, soit réalisée simultanément à la dépose du nid.
- Que le demandeur puisse justifier des raisons pour lesquelles aucune mesure en amont n'a pu être mise en place pour éviter cette situation.

Pour rappel, les interventions en urgence doivent rester une exception et être réalisées le plus tôt possible pour réduire l'impact sur la reproduction des cigognes. Avant toute intervention, le référent LPO devra déterminer le stade d'avancement de la reproduction des cigognes présentes dans le nid (grâce aux photos envoyées par l'entreprise intervenante), afin de déterminer les précautions spécifiques qui seront à prendre pour l'intervention.

➤ En cas de présence d'œufs

Une photo de l'intérieur du nid doit être prise par l'entreprise intervenante pour attester du nombre d'œufs présents. Les œufs devront ensuite être récupérés et acheminés vers le centre de

sauvegarde pour la faune sauvage le plus proche. La DREAL Grand Est devra être prévenue de ce type de cas.

Le transport est à la charge du demandeur qui se doit de respecter scrupuleusement cette procédure précisée ci-dessus.

➤ En cas de présence d'individus

En cas de présence de cigogneaux dans le nid ou de nécessité de capture de cigognes blessées ou en divagation à la suite d'une intervention, les animaux devront être acheminés vers le centre de sauvegarde pour la faune sauvage le plus proche, en vue de les soigner, puis de les relâcher si leur état le permet. La DREAL Grand Est devra être prévenue de ce type de cas.

Le transport est à la charge du demandeur, de même que les frais liés aux soins des animaux jusqu'à leur relâcher.

L'entretien du nid ou les travaux à proximité

Le nid de la Cigogne blanche a vocation à grandir annuellement par l'ajout de matériaux par les individus à chaque printemps. Si le nid ne pose initialement pas de problème du fait de sa position sécurisée, il peut cependant devenir problématique lorsque sa taille ou son poids sont trop imposants.

La réduction du nid par la suppression d'une partie des matériaux peut alors être réalisée, afin de résoudre le problème tout en laissant le nid à sa place. Dans ce type de situation, ce Protocole LPO devra être appliqué et un accord d'intervention délivré. Cependant, les obligations de mise en place d'une mesure compensatoire et d'un système de protection « anti-retour » ne concerneront pas ces situations.

S'agissant des travaux à proximité de nids, il est important de préciser que même si ceux-ci n'impactent pas directement le nid, les oiseaux peuvent être dérangés par la présence humaine ou par le bruit (utilisation prolongée d'engins bruyants par exemple). Le dérangement en période de reproduction peut induire un abandon partiel ou total du nid et de la nichée.

Dans la mesure du possible, ces travaux doivent ainsi être réalisés en dehors de la période sensible de présence des cigognes, c'est-à-dire entre fin août et fin février. En cas de suspicion de dérangement ou d'urgence à intervenir, l'avis du référent LPO doit être demandé.



La responsabilité du demandeur

Avant de s'engager, le demandeur doit prendre conscience qu'il détient une réelle responsabilité dans l'application de ce Protocole et doit respecter scrupuleusement le cadre imposé. En ce sens, il est important de noter les points suivants :

La responsabilité financière

La totalité des opérations en lien avec ce protocole est à la charge du demandeur. La LPO n'a aucun soutien financier à apporter.

La responsabilité pénale

Le document d'accord d'intervention permet de délimiter précisément le cadre d'intervention en respect les dispositions de la Loi. Toute action ne respectant pas les conditions prévues par ce

document, et donc le protocole, pourra faire l'objet d'une procédure de police de l'environnement :

- Au titre de la police administrative, sous l'autorité du Préfet, des sanctions sont prévues par l'article L.171-7 et suivants du Code de l'environnement. L'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € ;
- Au titre de la police judiciaire, sous l'autorité du Procureur de la République et indépendamment des sanctions administratives, des sanctions pénales sont prévues par les articles L.415-3 et R. 415-1 du Code de l'environnement :
 - Le fait, en violation des interdictions ou des prescriptions prévues par les dispositions de l'article L. 411-1 et par les règlements ou les décisions individuelles pris en application de l'article L. 411-2, de porter atteinte à la conservation d'espèces animales non domestiques est punie de trois ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende ;
 - La perturbation intentionnelle des espèces animales non domestiques protégées au titre de l'article L. 411-1 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe (soit 750 € au maximum selon l'article 131-13 du Code pénal).

Est coauteur, la personne qui, en association avec une ou plusieurs personnes, a participé à commettre des éléments constitutifs d'une infraction.

En outre, est complice d'un délit la personne qui, sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation, la consommation ou qui, par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir, aura provoqué à une infraction ou donné des instructions pour la commettre (article 121-7 du Code pénal).

Fiche Technique

Mesure compensatoire



Dérogation DREAL Grand Est – LPO Coordination Grand-Est

01

Les préconisations

L'objectif de la mesure compensatoire, outre la préservation des habitats de l'espèce, est de prévoir de manière sécurisée le retour des cigognes l'année suivante. En effet, la Cigogne blanche est une espèce fidèle à son nid, ce qui signifie qu'elle revient systématiquement au même endroit d'une année sur l'autre, à moins que les conditions alimentaires aux alentours n'aient changé. Prévoir un nid de substitution adapté permet ainsi d'éviter le déplacement des cigognes visées sur un support inadapté, voire encore plus dangereux que celui initialement problématique.

Sauf exception, cette mesure compensatoire est systématique pour chaque enlèvement de nid et doit être obligatoirement créée avant le début de la période de nidification des cigognes, à savoir au 1er mars suivant l'intervention. **Cette mesure compensatoire consiste à la mise en place d'un nid de substitution adapté pour accueillir les oiseaux délogés, dans un endroit propice situé dans le périmètre géographique proche.**

Pour rappel, la recherche de la mesure la plus efficace se fera conjointement entre la LPO et le demandeur, mais la validation finale de la mesure compensatoire à installer reviendra toujours au référent LPO.

Au moment du retour des cigognes de la migration, il conviendra de s'assurer de la bonne efficacité de la mesure compensatoire et de son entretien.

Un support adapté

La « corbeille » ou « plateforme » proprement dite, destinée à accueillir le nid, peut être circulaire (de diamètre 1,1m à 1,5m) ou carrée (de diamètre 1,5m), idéalement en treillis métallique soudé de 30-40mm d'épaisseur, résistant à la corrosion. Celle-ci peut être installée sur différents supports :

- Sur un mât, spécialement utilisé pour l'installation de la corbeille. Le mât peut être en bois imputrescible (mélèze par exemple), en métal résistant à la corrosion (acier galvanisé, aluminium), ou en béton, ce dernier matériau ayant la durée de vie la plus longue. D'une hauteur d'au moins 7m hors sol, sa base (1/6e de la longueur totale) doit impérativement être scellée dans un socle en béton, une platine de métal boulonnée, ou tout autre système garantissant la solidité nécessaire pour supporter le poids important du nid (plusieurs centaines de kilos, parfois plus d'une tonne).
- Sur un pylône électrique. Dans ce cas, seul le gestionnaire de distribution et de transport d'électricité concerné pourra évaluer si l'installation d'une corbeille est possible au vu de l'installation électrique présente et de la composition du poteau. Il est également seul compétent pour intervenir et créer les aménagements sur le poteau.
- Sur un bâtiment ou tout autre support (toiture, cheminée, antenne...). Pour éviter tout risque d'affaissement de la structure, le demandeur devra impérativement s'assurer de la solidité du support pour soutenir le poids du nid de manière pérenne.

Des plans de corbeilles et de supports sont disponibles à la fin du document.

Qui réalise et installe ces corbeilles ?

Sur les autres supports que les pylônes électriques, les corbeilles peuvent être conçues et mises en place par des entreprises de couverture-zinguerie, des entreprises spécialisées ou encore par des agents techniques communaux. Le référent LPO peut, selon le cas et le secteur géographique, indiquer des contacts d'entreprises qualifiées qui ont déjà réalisé ce type de support.

Un environnement propice et sécurisé

Les cigognes apprécient un environnement bien dégagé à 360° autour de leur nid, premièrement pour faciliter leur envol et leur atterrissage, mais également pour des raisons de sécurité vis-à-vis des prédateurs : la présence de branches proches du nid peut faciliter l'accès aux œufs et aux oisillons pour les prédateurs (fouines ou rapaces). Il faut donc éviter la présence d'arbres d'une hauteur égale ou supérieure à celle du nid, autour de celui-ci. Si le mât est installé en milieu bâti, préférez un espace vert, même de petite taille (> 2 ares).

De même, il convient d'éviter les zones où se trouvent des lignes électriques pour limiter tout risque d'électrocution ou de percussion des oiseaux et toute détérioration possible des installations électriques.

Pour des mesures de sécurité du public, il faut également éviter la pose d'une plateforme à proximité directe d'une voie de circulation de personnes ou de véhicules (chute de matériaux, voire chute des cigogneaux). De plus, il est préférable d'installer le mât à un endroit non accessible au public ou de l'entourer à minima d'une clôture pour éviter tout accident (risque de chute de branches et autres matériaux sous le nid).

Une cohabitation acceptée

Lorsque la création d'un nid est envisagée à un endroit où la cigogne n'était pas présente, certains aspects sont à prendre en compte en amont, afin d'éviter de créer une nouvelle problématique une fois le nid occupé. En effet, l'objectif est de créer un nid sécurisé qui ne fera plus l'objet de déplacement par la suite.

Les inconvénients majeurs sont les suivants :

- La chute de branches et de débris à proximité immédiate du nid (principalement au printemps).
- Les déjections des oiseaux qui peuvent s'avérer corrosives.
- Les caquètements (principalement au printemps et à l'été) qui peuvent entraîner des nuisances sonores.

Ces inconvénients peuvent être source de conflits de voisinage ou simplement la raison pour laquelle les propriétaires souhaitent déplacer un nid devenu gênant. Il convient donc de s'assurer en amont, s'il y a lieu, que les personnes vivant à proximité ne sont pas opposées à la présence des cigognes. De plus, l'installation du dispositif doit être faite suffisamment éloignée des bâtiments ou toitures sensibles aux salissures, tels que les bâtiments historiques par exemple.

Un périmètre géographique proche

La mesure compensatoire doit idéalement être installée au plus près du site où se trouve le nid problématique qui fait l'objet d'une destruction. La distance entre l'ancien nid et le nid de substitution ne doit pas dépasser une distance de 500m environ, au risque que les cigognes ne trouvent pas le nid de substitution et s'installent sur un support non-adapté plus proche.

La Cigogne blanche étant une espèce fondamentalement grégaire, la distance pourra être plus importante si la zone de compensation proposée est déjà occupée par d'autres couples de cigognes ou si plusieurs nids sont déplacés. Cette décision devra néanmoins toujours faire l'objet d'une réflexion au cas par cas et d'une validation par le référent LPO.

Et l'entretien du nid ?

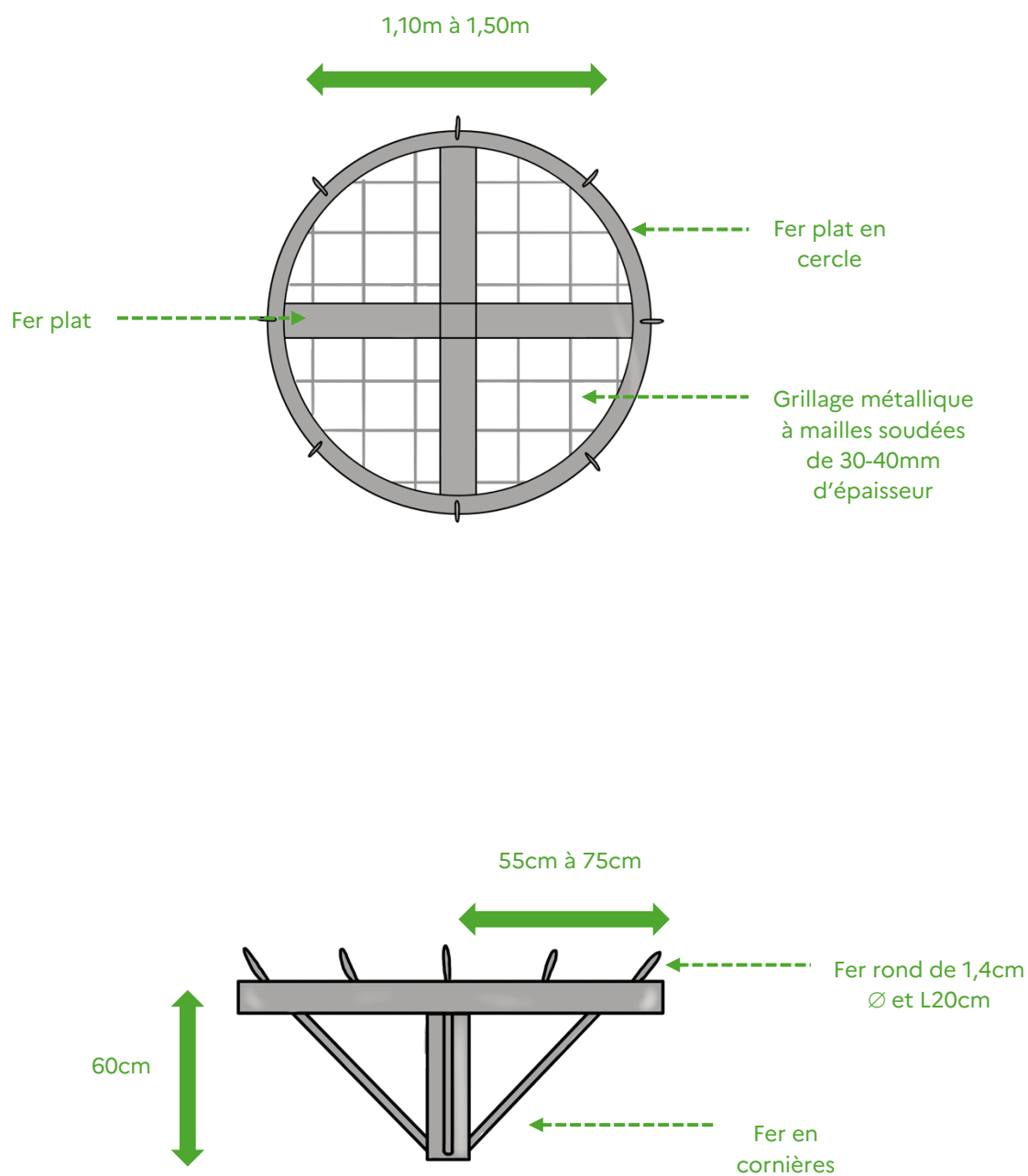
Attention, lorsqu'une corbeille est créée pour accueillir un nid, il est important de prendre en compte l'entretien futur qui devra sûrement être réalisé. En effet, même si un nid de Cigogne blanche se rabote naturellement à chaque hiver, il a vocation à grandir annuellement par l'ajout de matériaux par les individus à chaque printemps. Au bout de 5 à 10 ans (et selon l'activité du couple), il sera ainsi nécessaire de prévoir une réduction du nid avec l'accompagnement de la LPO. Il est important de surveiller l'évolution du nid annuellement afin de pouvoir intervenir de manière préventive et éviter toute situation dangereuse.

02

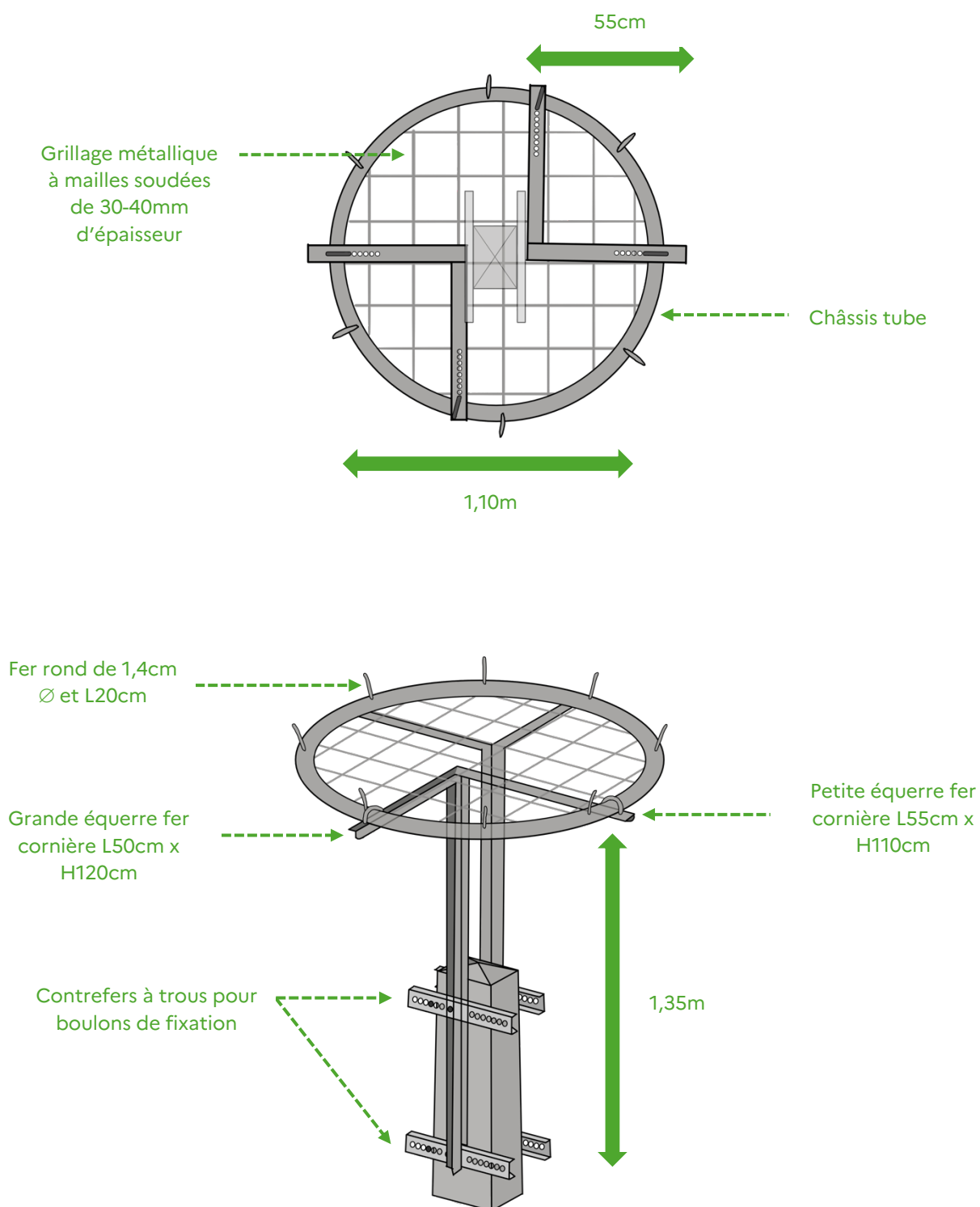
Les plans

Il existe différents types de corbeilles pour cigogne qui peuvent s'adapter au support sur lequel elle va être installée (mât, poteau électrique, toiture...). Les exemples de plans de corbeilles visibles ci-dessous sont donc modifiables, du moment que les préconisations principales listées ci-dessus sont respectées.

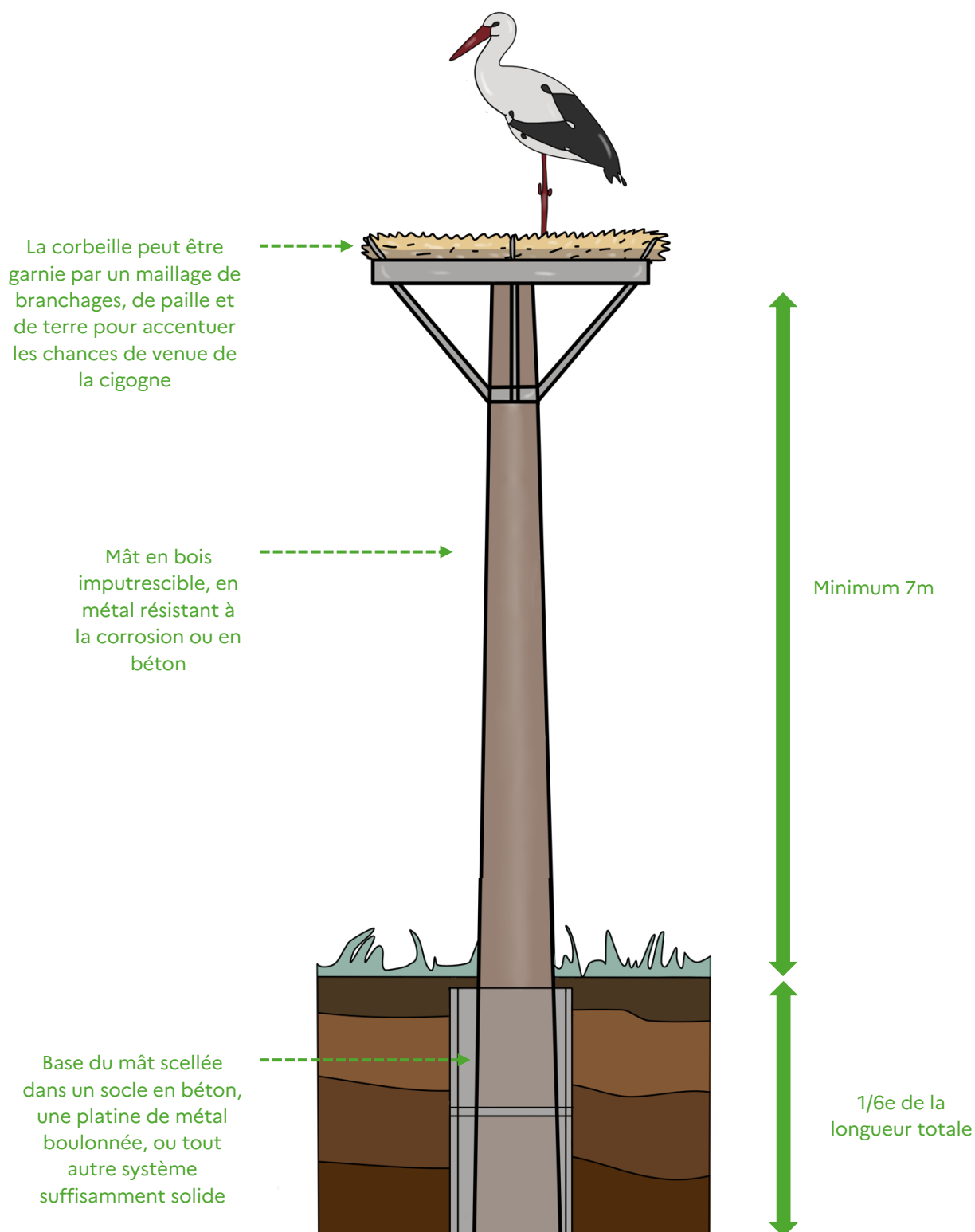
La corbeille classique



La corbeille pour poteau déjà existant (type poteau électrique BT)



Le mât pour cigogne



Fiche Technique

Système de protection « anti-retour »



Dérogation DREAL Grand Est – LPO Coordination Grand-Est

01

Les préconisations

Les cigognes peuvent se montrer très insistantes, c'est pourquoi, lorsque le nid problématique ne peut pas rester à l'endroit précis où il se trouvait, il est fortement conseillé d'équiper le support sur lequel avait été construit le nid problématique, d'un système empêchant la reconstruction d'un nid après sa suppression. Dans le cas contraire, les cigognes s'y réimplanteront quelques jours après l'intervention, voire au printemps suivant, même si un site de substitution a été aménagé pour elles. En effet, les cigognes vont systématiquement retourner à l'endroit initialement choisi et c'est seulement lorsqu'elles comprendront que la réinstallation est impossible, qu'elles prospecteront pour un autre site de reproduction.

Le dispositif mis en place doit être conçu de telle façon qu'il ne permette pas le maintien des branchages positionnés par les cigognes sur le support problématique.

Pour rappel, la recherche de la mesure la plus efficace se fera conjointement entre la LPO et le demandeur, mais la validation finale du système de protection « anti-retour » à installer reviendra toujours au référent LPO.



En cas de non-respect des préconisations précisées dans ce document, le demandeur s'exposera à une possible reconstruction du nid par les cigognes sur le support problématique.

02

Les systèmes existants

Voici une liste des systèmes de protection « anti-retour » existants et testés :

Le chapeau pentu et lisse

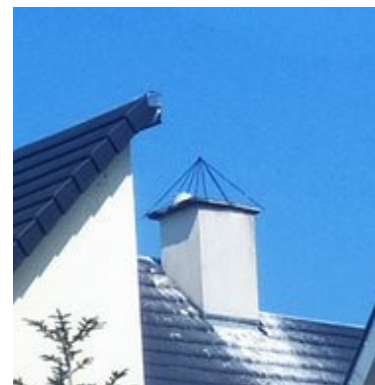
Pour les cheminées, des chapeaux pentus et lisses de taille adaptée ou simplement des plaques métalliques jointes, sont idéales pour éviter la réinstallation des cigognes. Il existe des modèles de chapeaux vendus par des magasins de grande distribution qui peuvent convenir.



- 3 types de chapeau qui conviennent -

Le parapluie

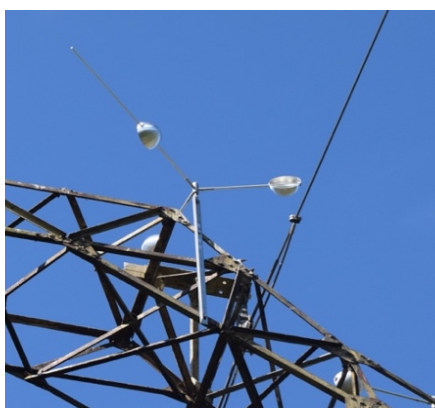
Ce système a été initialement développé pour les poteaux électriques mais peut être utilisé sur tout support. L'important avec ce système est que les tiges du parapluie ne soient pas trop écartées, afin d'éviter que les cigognes ne puissent passer en-dessous et construire un nid.



- 3 types de parapluie qui conviennent -

La girouette

La girouette est un système principalement utilisé sur les grandes lignes à haute tension. Les positionner en hauteur permet en effet de s'assurer qu'il y a du vent pour la faire tourner. Elle peut cependant être utilisée sur d'autres supports (lignes basse tension ou toiture), à condition que les alentours soient suffisamment dégagés et venteux pour assurer son bon fonctionnement.



- 3 types de girouette qui conviennent -

Les autres systèmes

En fonction de la localisation du nid problématique, il est possible que les systèmes précédemment évoqués ne conviennent pas. Dans ce cas, le référent LPO évalue le système à imaginer pour qu'il soit efficace et adapté à la situation concernée. Des prototypes spécifiques peuvent donc être créés, du moment qu'ils suivent les préconisations du Protocole et sont validés par le référent LPO.

Par exemple ci-dessous, des systèmes créés pour protéger le pignon d'un bâtiment ou la gargouille d'une église.

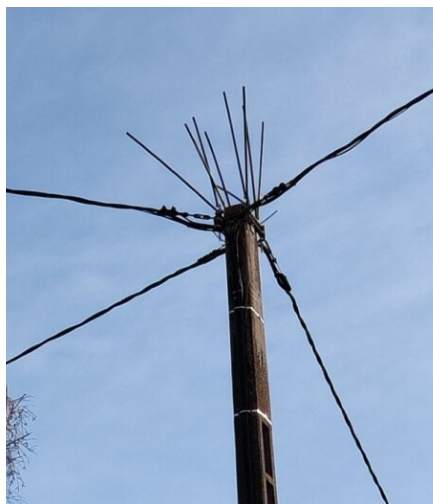


03

Les systèmes à éviter

Dans les systèmes qui ne fonctionnent pas, nous retrouvons notamment les tiges dispersées et les tiges regroupées.

S'agissant des tiges dispersées ou pics (souvent utilisées à petite échelle pour empêcher l'installation de pigeons), leur utilisation est à proscrire, car celles-ci sont complètement inefficaces. En effet, au contraire d'empêcher le maintien des branches, les tiges les retiennent et les cigognes arrivent donc plus aisément à construire dessus.



S'agissant des tiges regroupées, celles-ci sont plus efficaces que les tiges dispersées, mais ont néanmoins montré quelques lacunes selon les sites car, là encore, les cigognes peuvent passer des branches au milieu des tiges pour construire un nid.



Qui réalise ces systèmes ?

Sur les poteaux électriques, les systèmes sont homologués par l'entreprise gestionnaire de la distribution et du transport d'électricité, qui se charge systématiquement de sa mise en place sur le poteau concerné (en interne ou en sous-traitance).

Sur les autres supports, les systèmes anti-retour peuvent être conçus et mis en place par des entreprises de couverture-zinguerie, des entreprises spécialisées ou encore par des agents techniques communaux. Le référent LPO peut, selon le cas et le secteur géographique, indiquer des contacts d'entreprises qualifiées qui ont déjà réalisé ce type de système.